



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE NUKU-HIVA**

Séance du 22 mars 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025.021

OBJET : Vente d'une partie de la terre MUKAOPAOHO - VAIKAVAVA

L'an deux mille vingt-cinq, le 22 mars, le conseil municipal de la Commune de Nuku-Hiva, régulièrement convoqué le 17 mars 2025 conformément à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de réunion de la Mairie de Taiohae, sous la présidence de Monsieur le Maire, Benoît KAUTAI.

DATE CONVOCATION :

17 mars 2025

DATE D'AFFICHAGE :

17 mars 2025

DATE DE LA SÉANCE :

22 mars 2025

HEURE DE LA SÉANCE :

08 heures 00

| | |
|-----------------------|----|
| En exercice : | 23 |
| Présents : | 15 |
| Procurations : | 1 |
| Votants : | 16 |

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme Laïza DEANE

PRÉSENTS

M. Benoît KAUTAI
Mme Jeanne Marie KAUTAI
M. Casimir TAMARII
Mme Victorine CIANTAR
M. Gordon FALCHETTO
Mme Françoise Tuïouho AH-SCHA
Mme Nateriria PIRIOTUA
M. James TEKOHUOTETUA
Mme Laïza DEANE
M. Alexandre TAATA
M. Nicolas HAITI
M. Jean-Pascal TEIKIHAA
Mme Juliana VAIAANUI
Mme Tanlouho OTTO
Mme Tetapuheltini Dolly TAUPOTINI

POUVOIR(S)

Mme Mathilde TAUPOTINI donne pouvoir à M. Casimir TAMARII

ABSENT(S) EXCUSÉ(S)

M. Max PETERANO
M. Aldo TAATA
M. Jean-Claude TATA
Mme Taemani TEIKITEKAHIOHO
Mme Griselda TEIKIKAINE
M. Pierre CANCIAN
M. Wenceslas FALCHETTO

Formant la majorité des membres en exercice,

VU :

- ↳ La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble de loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ↳ Le code général des collectivités territoriales (« C.G.C.T ») applicables aux communes de Polynésie française institué par l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 et modifié par la loi n° 2007-1720 et la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;
- ↳ L'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- ↳ Le décret n°72-407 du 17 mai 1972 portant sur la création des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
- ↳ Considérant que le propriétaire riverain a proposé d'acquérir la parcelle jouxtant sa propriété conformément au document d'arpentage réalisé par Monsieur Jérôme VANDUNTHUN, géomètre à Nuku-Hiva ;
- ↳ Considérant l'estimation transmise par le service de France Domaine en date du 13 septembre 2024 ;
- ↳ Considérant que la commune n'a plus d'utilité à conserver cette parcelle ;

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle que la parcelle AB 49, partie (Terre MUKAOPAOHO et VAIKAVAVA) d'une superficie de 1846 m² appartient à la commune et est occupée par la pension MAVE MAI.

Il précise, qu'en accord avec les riverains, il avait été acté de céder la partie de terrain longeant leur propriété.

La division parcellaire a été réalisée par un géomètre et le service de France domaine a envoyé son estimation (15.880.000XPF).

Il propose aujourd'hui de céder le terrain pour le prix mentionné ci-dessus, et précise que les frais notariés et d'enregistrement seront supportés par l'acquéreur

OUI l'exposé du Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

| RÉSULTAT DU VOTE : | POUR 16 | CONTRE 0 | ABSTENTION 0 |
|--------------------|------------|-------------|-----------------|
|--------------------|------------|-------------|-----------------|

ARTICLE 1 : ACCEPTE la cession de la parcelle issue du morcellement de la terre MUKAOPAOHO et VAIKAVAVA, cadastrée AB49 (partie), section de Taiohae, d'une superficie de 1846 m² à Madame Kuanui Sheyrazade TATA.

ARTICLE 2 : ACCEPTE la cession au prix de quinze millions huit cent quatre-vingt mille francs (15.880.000 XPF).

ARTICLE 3 : DIT que les frais de géomètre, d'actes et d'enregistrement seront dus par l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou notification ainsi que sa transmission au représentant de l'État en Polynésie française.

La juridiction administrative compétente peut être aussi saisie par application de « Télérecours citoyens » accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le Maire ou son est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, affichée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Acte rendu exécutoire après transmission au
Représentant de l'État via le portail @CTES :

Le : **24 mars 2025**

et publication sur le site internet de la CODIM :

Du : **24 mars 2025**

Le Maire,
Benoit KAUTAI

